

Les rapports entre autorités ecclésiastique et laïque dans l'histoire du diocèse de Sion

Patrick BRAUN

Le vernissage du nouveau volume d'*Helvetia Sacra* offre l'occasion de présenter un des multiples aspects de l'histoire moderne du diocèse de Sion : les rapports entre l'autorité ecclésiastique et l'autorité laïque. Ma communication étant essentiellement basée sur le chapitre « Histoire » du volume, je tiens à remercier surtout deux auteurs, Messieurs Philipp Kalbermatter et Arthur Fibicher, d'avoir pu bénéficier de leurs contributions.

Il faut d'abord remonter au Moyen Age, période à laquelle l'histoire du diocèse de Sion est caractérisée par un amalgame entre pouvoirs ecclésiastique et laïque. Le point de départ en est la donation de 999. En cette année, le roi de Bourgogne Rodolphe III fit don, à perpétuité, du comté de Valais, avec tous ses droits et domaines, à l'évêque Hugues et à ses successeurs sur le siège épiscopal de Sion. Lorsqu'en 1032 la Bourgogne fut réunie à la couronne impériale, le Valais fit partie du Saint-Empire romain germanique. De ce fait, l'évêque de Sion devint, en sa qualité de comte du Valais, feudataire de l'empereur et représentant de l'autorité impériale. Comme prince séculier, il gouvernait librement le pays et rendait la justice en dernière instance.

A partir de la seconde moitié du XIV^e siècle, l'influence des communes, dont les représentants étaient appelés à la Diète, ne cessa de s'accroître. A l'occasion des guerres menées contre les Savoie, les communes avaient pris conscience de leur force. Les succès obtenus devaient naturellement les conduire à réclamer des droits nouveaux, et même celui de gouverner le pays, conjointement à l'évêque. C'est vers ce but que tendirent, sans se lasser, les efforts des députés des dizains, qui aimaient à prendre le nom de Patriotes. Leur premier souci fut d'obtenir le droit de participer à l'élection de l'évêque de Sion, pour empêcher la désignation d'un étranger, surtout d'un Savoyard.

Au XVI^e siècle, le protestantisme se répandit en Valais. L'attitude peu énergique des évêques Jean Jordan (1548-1565) et Hildebrand de Riedmatten (1565-1604) facilita la propagation des idées luthériennes. La Diète était dans sa majorité toujours catholique, mais certains députés, les plus influents par leur instruction, leur situation et leur fortune, favorisaient la Réforme. Les novateurs dominaient dans les importantes communes de Sion et de Loèche. Aspect intéressant, il faut attribuer les premières initiatives contre les nouveaux croyants non à l'évêque, mais à l'autorité civile. Des mesures décisives furent prises en 1604, sous la pression des habitants de la vallée de Conches. La Diète réunie à Viège ordonna le retour de tous à l'ancienne foi, sous peine de bannissement; de même, elle ordonna que les novateurs soient exclus des charges publiques. La lutte pour faire prévaloir ces décisions dura plus de 50 ans. Ce n'est qu'en 1655 que les dernières familles protestantes émigrèrent à Berne.

Ces disputes confessionnelles avaient interféré avec la lutte plus ancienne des Patriotes valaisans contre les droits temporels de l'évêque et du Chapitre cathédral. Le but principal de la classe dirigeante se précisait de plus en plus: destituer l'évêque de sa position de prince temporel. Les Patriotes s'en prenaient aussi au Chapitre cathédral dont ils essayaient de restreindre les droits, tant celui d'élire l'évêque, que le droit de vote à la Diète.

Durant l'Ancien Régime, l'évêque et le Chapitre cathédral défendirent leurs droits temporels en s'appuyant sur la Caroline. Ce nom désignait la prétendue donation par laquelle Charlemagne aurait transmis à l'évêque Théodule le comté du Valais. Lors de la vacance du siège épiscopal en 1613, les dizains contraignirent une première fois le Chapitre cathédral à renoncer à la Caroline; le Chapitre dut en même temps accepter son éviction de la Diète. Le pas décisif fut franchi en 1634, lorsque les Patriotes extorquèrent à l'évêque Hildebrand Jost (1613-1638) la renonciation définitive à la Caroline. Ce succès des Patriotes ouvrit la voie à la séparation des pouvoirs civil et religieux. Désormais les seules autorités civiles, grand bailli et Diète, gouvernaient le pays. L'évêque de Sion continuait à porter le titre de «comte et préfet du Valais», mais ce n'était plus qu'un titre honorifique. Tout en gardant son siège et le droit de vote à la Diète, le chef du diocèse exerça encore jusqu'en 1798 divers droits régaliens comme celui de battre monnaie.

Les luttes violentes que je viens d'évoquer ont eu un autre résultat: l'autorité ecclésiastique se voyait dorénavant limitée à sa tâche religieuse. Déjà avec l'avènement d'Adrien II de Riedmatten, en 1604, la Réforme catholique avait pris pied en Valais. L'apogée de ce mouvement de renouveau religieux fut atteint dans la seconde moitié du XVII^e siècle, lorsque les évêques Adrien III, Adrien IV et Adrien V de Riedmatten dirigeaient le diocèse de Sion.

De nouveaux conflits naquirent au XIX^e siècle à propos des immunités du clergé. Lors des luttes constitutionnelles de 1814, l'évêque Joseph-François-Xavier de Preux (1807-1817) appuya la tendance générale à la restauration du statu quo d'avant la Révolution. Les causes de discorde ne manquaient pas, car beaucoup considéraient la constitution cantonale de 1815 comme peu démocratique. On adopta définitivement la division du Valais en 13 dizains, 6 pour le Bas-Valais et 7 pour le Centre et le Haut-Valais. La constitution de 1815 donnait le pouvoir légis-

latif à la Diète, à raison de quatre députés par dizain, sans tenir compte du chiffre de la population ; la majorité des voix était ainsi assurée à la partie supérieure du canton. Ce déséquilibre était renforcé par un autre article constitutionnel : l'évêque, un Haut-Valaisan, disposait à la Diète d'un suffrage de quatre voix, à l'égal d'un dizain.

Après 1830, les affrontements entre conservateurs et libéraux se répercutèrent au sein du clergé. Lorsque les libéraux exigèrent en 1838, sous forme d'ultimatum, l'égalité des droits civils des territoires sujets d'autrefois, le centre et la partie orientale du canton réaffirmèrent leur opposition basée sur le Pacte fédéral de 1815. C'était la position maintenue par l'évêque Maurice-Fabien Roten (1830-1843), le Chapitre cathédral et le clergé du Haut-Valais. En revanche, le clergé du Bas-Valais se solidarisa avec le mouvement libéral, en soutenant le postulat de la représentation proportionnelle, c'est-à-dire une représentation à la Diète sur la base du nombre des habitants.

La capitulation du Valais dans la guerre du Sonderbund porta les radicaux au pouvoir. Contraint d'amortir les frais de guerre imposés aux cantons vaincus, le Grand Conseil valaisan décida en janvier 1848 la sécularisation des biens de l'Eglise. En contrepartie, l'Etat prévoyait de salarier le clergé et de supporter les frais du culte. De 1848 jusqu'à la révision constitutionnelle de 1852, toute activité politique fut interdite au clergé.

La victoire électorale obtenue par les conservateurs en 1857 facilita une normalisation des rapports avec l'Eglise. Le nouveau gouvernement aspira immédiatement à une entente avec le clergé, tout en évitant un concordat avec le Saint-Siège. Les négociations menées au niveau diocésain eurent un premier résultat en 1859. Le Grand Conseil révoqua les décrets d'expropriation promulgués par le gouvernement radical, et les biens d'Eglise non encore vendus furent restitués à l'évêché. De son côté, le clergé renonça aux biens immobiliers précédemment vendus par l'Etat. Le Saint-Siège, peu satisfait de cette solution, demanda en vain des concessions plus étendues, en particulier que le Grand Conseil renonçât à son droit d'élire l'évêque. Cependant l'arrangement de 1859 était la base sur laquelle les négociations furent poursuivies jusqu'en 1878. Elles aboutirent à la convention signée en novembre 1879 par Mgr Adrien Jardinier (1875-1901), premier évêque bas-valaisan depuis cinq siècles. Suite au nouvel accord, l'Etat promettait de supprimer les articles d'exception hostiles à l'Eglise et de payer 55 000 francs en compensation des biens d'Eglise vendus. La convention de 1879 instaura une période de rapports détendus entre l'Eglise et l'Etat.

Un point important restait controversé : le droit d'élection de l'évêque. Depuis l'Ancien Régime, c'était une fonction de la Diète, puis du Grand Conseil, que la constitution de 1848 avait confirmée à nouveau. L'élection se faisait sur présentation par le Chapitre cathédral d'une liste de quatre candidats. Dès le milieu du XIX^e siècle, Rome essaya de s'approprier la nomination de l'évêque, mais à chaque révision constitutionnelle, le législatif valaisan maintint l'usage établi. Finalement, se pliant à l'argumentation canonique du Saint-Siège, le Grand Conseil se désista en 1919 de sa prérogative.

La dernière étape des rapports Eglise-Etat est caractérisée par deux aspects juridiques: le statut des protestants et le financement des tâches ecclésiastiques. Depuis l'entrée du Valais dans la Confédération (1815), des protestants s'étaient établis dans les grandes communes de plaine. A Sion, ils ouvraient une école en 1843; leur communauté, fondée l'année suivante, comptait alors une soixantaine d'âmes. L'essor que prit dès 1890 le protestantisme en Valais, était pour l'évêque Jules-Maurice Abbet un constant sujet d'inquiétude. Dans sa «Lettre pastorale pour le Carême de 1900», Mgr Abbet critiqua en termes outranciers l'expansion protestante. Ce mandat déclencha une violente polémique, et le gouvernement du canton de Vaud porta plainte contre l'évêque auprès du Conseil fédéral. La tolérance confessionnelle a heureusement évolué au cours du XX^e siècle. Même si le nombre des protestants n'atteignait vers 1970 que 4,4 pour cent de la population valaisanne, on ressentait comme obsolète l'article 2 de la constitution cantonale. Cet article, qui datait de 1907, attribuait à la seule «religion catholique, apostolique et romaine» le titre de «religion de l'Etat». La nouvelle version proposait de mettre l'Eglise réformée évangélique sur un pied d'égalité avec l'Eglise catholique romaine. Lors de la votation de mars 1974, la reconnaissance du statut de droit public des deux Eglises ne s'est heurtée à aucun problème.

Par contre on n'est pas parvenu, en Valais, à organiser l'Eglise catholique en communes ecclésiastiques (en allemand Kirchgemeinden). La teneur de l'article 2 accepté en votation était la suivante: «Les confessions reconnues de droit public s'organisent en communes ecclésiastiques ou en associations de communes ecclésiastiques, dont les autorités se procurent et administrent les ressources nécessaires au culte et à l'Eglise et sont soumises en cela à la surveillance de l'Etat.» Les discussions à propos de la loi d'application provoquèrent des résistances d'une violence inattendue. Une nouvelle version révisée de l'article 2 alinéa 4 fut acceptée en 1990. Elle a ancré dans la Constitution cantonale le statu quo, à savoir le financement des frais de culte au moyen de contributions versées à titre subsidiaire par les communes politiques. Outre cela, le canton a désormais le pouvoir d'allouer des subventions aux Eglises reconnues. C'est la base sur laquelle repose la nouvelle loi régissant les rapports entre les Eglises et l'Etat, acceptée lors du scrutin mémorable du 5 avril 1992. L'article constitutionnel et la loi entrèrent en vigueur le 1^{er} août 1993.

La solution adoptée pour financer les tâches ecclésiastiques marqua une étape: celle d'une dissociation plus nette de l'Eglise et de l'Etat. C'est le tournant que prit, à mon avis, la thématique Eglise-Etat dans l'histoire du diocèse de Sion. Dès lors, on pourrait placer les rapports entre autorités ecclésiastique et laïque sous la fameuse devise: «Une Eglise libre dans un Etat libre». Mais je m'arrête là, car vous savez mieux que moi dans quelle mesure la réglementation actuelle du financement des frais de culte contribue à l'application en Valais de cet ancien postulat libéral.